

CAHIER DES AFFAIRES DE L'ONTARIO

Septembre 2001

Publié par le ministère du Développement économique et du Commerce

Le sommet économique entre l'Ontario et l'État de New York mise sur le libre-échange



Le gouverneur de l'État de New York, George Pataki, et le premier ministre Mike Harris se serrent la main à l'ouverture du sommet économique entre l'Ontario et l'État de New York, tenu à Niagara Falls en juin.

Le Canada et les États-Unis, dont le commerce bilatéral a presque triplé en valeur depuis 1989 et représente aujourd'hui plus de deux millions d'emplois, ont grandement tiré profit du libre-échange. La performance de l'Ontario et de l'État de New York a particulièrement bénéficié de la suppression des barrières commerciales : le commerce bilatéral y a dépassé le seuil des 30 milliards de dollars l'an dernier.

Voilà qui augure bien pour l'avenir de cette relation. Le Canada est le plus important marché d'exportation de l'État de New York avec des ventes de 11,4 milliards de dollars en l'an 2000, dont 75 pour 100 en Ontario.

En retour, l'État de New York est le deuxième plus important partenaire commercial de l'Ontario aux États-Unis (après le Michigan), les ventes y ayant dépassé les 18 milliards de dollars l'an dernier. Près d'un quart de tous les échanges transfrontaliers « par camions » entre le Canada et les États-Unis (évalués à 53 milliards de dollars) passent maintenant par l'ouest de la frontière entre l'État de New York et l'Ontario – une augmentation de 26 pour 100 au cours des cinq dernières années.

Gouvernements et chefs d'entreprise reconnaissent que la prospérité durable de cette région transfrontalière exige une planification minutieuse et une vision à long terme.

Voilà pourquoi on a innové en tenant, à la fin juin, un sommet économique à Niagara Falls, en Ontario, et à Buffalo, dans l'État de New York, première étape vers une coopération économique plus étroite.

Ce sommet, coprésidé par le premier ministre ontarien Mike Harris et par le gouverneur de l'État de New York, George Pataki, a réuni quelque 500 délégués des secteurs commercial, industriel, communautaire, local et régional, ainsi que du milieu universitaire, venus y traiter des nombreuses possibilités de développement qu'offre le libre-échange.

Le premier ministre Harris a souligné de nombreuses similarités entre les deux gouvernements. « Les réalisations du gouverneur Pataki sont bien connues :

suite à la page 2

À L'INTÉRIEUR

Autres articles sur le sommet économiquepages 2,3,4,5

Visite du président du Portugalpage 7

Centre de service à Peterborough page 10

Le sommet économique entre l'Ontario et l'État de New York mise sur le libre-échange

réductions des impôts et des formalités administratives, assistance-travail et création d'emplois dans le secteur privé, des accomplissements couronnés de succès en Ontario également, a déclaré M. Harris. Mais les similitudes sont plus nombreuses. Par exemple, nous travaillons ensemble à élargir nos rapports et à accroître encore plus le commerce bilatéral. Nous assurerons ainsi la prospérité des citoyens et la création d'emplois dans nos compétences respectives. »

Le sommet économique a grandement renforcé les liens entre les deux compétences territoriales. Les deux chefs ont signé un protocole d'entente et de coopération ouvrant la voie à de futures consultations sur les transports, le développement du commerce, les possibilités de partenariats commerciaux, le tourisme et la technologie.

Trois nouvelles initiatives binationales émanant du sommet sont déjà en cours. La table ronde économique sur la région binationale du Niagara élaborera une stratégie d'action économique et un plan d'action. Elle comprend des représentants du secteur privé, des régions du Niagara et de Halton, de la ville de Hamilton, et des comtés avoisinants de l'État de New York. Un comité directeur

binational sur le tourisme stimulera le tourisme dans la merveilleuse région du Niagara. Le partenariat éducatif binational pour la région du Niagara offrira des bourses et des capitaux de lancement pour soutenir l'éducation et le développement économique de part et d'autre de la frontière.

Des séances de travail sur le développement touristique, les transports et les corridors commerciaux, les partenariats possibles en matière de biotechnologie et de technologie de l'information de même que sur la photonique et la microélectronique figuraient au programme du sommet. En outre, on y donnait des conseils pratiques pour faire affaire dans la région binationale.

Les nouvelles activités résultant de ce sommet se fondent sur plusieurs mesures commerciales transfrontalières adoptées dans le milieu des années 1990. L'Ontario et l'État de New York collaborent depuis longtemps en matière de campagnes de commercialisation régionales et d'alliances entre les collèges et universités. La Canada-U.S. BorderNet Alliance, par exemple, est un réseau régional d'organismes commerciaux voué au développement du commerce, du tourisme et des investissements.

« Nous avons une riche et fructueuse tradition de coopération », a déclaré Robert Runciman, ministre du Développement économique et du Commerce. « Nous partageons les mêmes intérêts économiques et entretenons une collaboration commerciale très profitable. Ce sommet marque sûrement le début d'une nouvelle ère à ce chapitre. »

Le ministre Runciman et le président de l'Empire State Development Corporation, Charles Gargano, produiront un rapport dans la foulée du sommet en soulignant les principaux constats et en identifiant de nouveaux secteurs de consultation.

Le gouverneur Pataki partageait l'optimisme du premier ministre Harris quant aux avantages d'une telle coopération. « Nous pouvons ainsi créer de nouveaux emplois et de nouvelles possibilités de développement transfrontalier, a-t-il déclaré. Je suis convaincu que la réussite de ce sommet économique entraînera de nouveaux progrès dans les mois à venir. Je sais que le premier ministre Harris tient tout comme moi à renforcer la coopération existante entre l'État de New York et l'Ontario, et je tiens à le remercier d'avoir contribué à la brillante réussite de ce sommet. »

Les industries de pointe, vedettes du sommet

L'une des séances de travail du sommet économique entre l'Ontario et l'État de New York concernait le développement des industries de la photonique et de la microélectronique.

Ces secteurs de la haute technologie sont de puissants moteurs d'innovation, de croissance économique et de création d'emplois. L'Ontario et l'État de New York comptent dans ces secteurs plusieurs entreprises de premier plan et y ont tous deux encouragé la recherche, le développement et la croissance.

Bob Runciman, le ministre du Développement économique et du Commerce, a déclaré : « Notre gouvernement sait qu'encourager la croissance dans le domaine de la haute technologie en Ontario crée des emplois de haute spécialisation et durables. »

L'Ontario est un leader mondial reconnu en photonique et en microélectronique. La province héberge des géants tels que Nortel Networks et JDS Uniphase, ainsi qu'environ 700 petites et moyennes entreprises oeuvrant dans ces secteurs, tout cela grâce à des investissements privés, des groupements d'entreprises respectées et des efforts communs de la part

de l'industrie, du gouvernement et des établissements de recherche et d'enseignement.

À titre d'exemple, grâce à son programme Investissement dans les compétences stratégiques, le gouvernement de l'Ontario travaille en partenariat en vue d'offrir des installations et des programmes pour former la main-d'oeuvre hautement qualifiée propre aux secteurs de la photonique et de la microélectronique. Le Fonds ontarien d'encouragement à la recherche-développement investit, avec des partenaires, dans ces domaines.

« L'Ontario et l'État de New York partagent les mêmes intérêts dans l'important domaine des technologies photonique et microélectronique, a déclaré M. Runciman. Nous avons hâte de travailler avec nos voisins au développement de possibilités de partenariats générateurs d'emplois, d'investissements et de croissance des deux côtés de la frontière. »

Voilà pourquoi Recherche en photonique Ontario et l'Université de Rochester ont signé un protocole d'entente en recherche-développement dans des domaines d'intérêt mutuel.

La table ronde propose des stratégies économiques efficaces pour l'ensemble du corridor du Niagara

Les régions à l'ouest de l'État de New York et au sud de l'Ontario qui forment le corridor commercial du Niagara ont bien des choses en commun. D'Oakville à Rochester, le corridor du Niagara est devenu une région économique intégrée au fil des ans. Un seul problème capital empêchait toutefois le corridor d'atteindre son plein potentiel : le manque de coordination et de coopération entre le secteur public et le secteur privé dans les deux territoires.

Deux chefs d'entreprise influents président conjointement une alliance unique qui réunit les secteurs public et privé dans le but de régler ce problème. John Mayberry, président et chef de la direction de Dofasco Inc., à Hamilton, et Robert Rich Jr., président de Rich Products Corporation, à Buffalo, dirigent ensemble la nouvelle table ronde économique sur la région binationale du Niagara.

La table ronde est le fruit des efforts concertés des dirigeants municipaux de l'Ontario et de l'État de New York. Son objectif général est d'examiner les problèmes et les difficultés qui pourraient nuire à la croissance économique et commerciale dans le corridor du Niagara.

Les dirigeants municipaux de l'Ontario qui participent à la table ronde sont la présidente de la municipalité régionale de Halton, Joyce Savoline, la présidente de la municipalité régionale de Niagara, Debbie Zimmerman, et le maire de la ville de Hamilton, Bob Wade. Leurs homologues de l'État de New York sont Joel Giambra, chef du comté d'Erie, Clyde Burmaster, président de l'Assemblée législative du comté de Niagara, et Jack Doyle, chef du comté de Monroe. Des chefs d'entreprises des deux côtés de la frontière participeront aux travaux de la table ronde en compagnie des dirigeants municipaux et des coprésidents.

MM. Rich et Mayberry ont déclaré au cours du Sommet économique que le libre-échange, la compétitivité économique, la

diversification et les enjeux relatifs aux corridors commerciaux ne relevaient plus uniquement des administrations publiques. Ils ont souligné que face à la compétitivité mondiale, il fallait élaborer des politiques de développement économique régional concrètes en consultation avec l'entreprise privée, le secteur public et les organismes communautaires et sans but lucratif. Les politiques et les stratégies doivent être adaptées à chaque région – et celle qui nous préoccupe en l'occurrence est traversée par une frontière internationale.

M. Mayberry a déclaré que la table ronde s'était fixé plusieurs objectifs précis qui vont au-delà de la création de partenariats et de l'établissement de relations au sein de la région.

« Nous nous attaquerons aux obstacles qui nuisent à la compétitivité et qui sont communs aux collectivités de la région, a-t-il expliqué. Nous cherchons à établir des partenariats transfrontaliers qui stimuleront l'activité économique et qui permettront d'intensifier le commerce transfrontalier. »

La table ronde cherchera des occasions de favoriser les investissements du secteur privé et la coopération entre les groupes industriels, les universités, les collèges, les instituts de recherche et les organismes publics.

Les membres de la table ronde se sont réunis cet été afin d'établir les priorités et d'engager des spécialistes chargés d'examiner les différents aspects du développement économique. M. Mayberry a souligné qu'il importe que les intervenants et collectivités ayant des intérêts communs participent aux forums qui se tiendront dès l'automne. Ce processus devrait durer de 12 à 18 mois, période pendant laquelle le groupe élaborera des stratégies bien précises visant à accélérer le développement économique dans la région binationale de Niagara.

POINT DE VUE



Le commerce international revêt une importance capitale en Ontario. Plus de 50 pour 100 de nos emplois sont reliés aux exportations. Notre gouvernement est conscient que le succès des entreprises ontariennes à l'échelle mondiale favorise la croissance économique et la création d'emplois dans notre province. Voilà pourquoi nous travaillons d'arrache-pied pour forger de nouvelles alliances et ouvrir les marchés du monde entier aux entreprises ontariennes.

Les activités gouvernementales menées cet été offrent de bons exemples.

Le premier ministre, Mike Harris, et le gouverneur de l'État de New York, George Pataki, ont participé au sommet économique Ontario-New York. Cet événement, le premier du genre, a permis de reconnaître les liens économiques et commerciaux étroits qui unissent déjà l'Ontario et l'État de New York, et de proposer des moyens de les consolider davantage. Le sommet a connu un succès retentissant et préparé le terrain en vue de consultations futures dans des domaines tels que le transport, l'expansion du commerce, le tourisme et la technologie. En collaborant étroitement avec l'État de New York, nous pouvons créer des emplois et des occasions d'affaires de part et d'autre de la frontière. Tout le monde y gagne.

Nos activités ne se limitent pas à cette région. Notre gouvernement s'emploie énergiquement à établir des relations et à faire connaître les avantages que l'Ontario offre aux gens d'affaires partout aux États-Unis, au Canada et dans le monde entier. Notre programme Promotion Ontario est un moyen efficace de faire connaître à l'échelle internationale les nombreux avantages qu'il y a à investir et à s'établir en Ontario, notamment le faible taux d'imposition, l'infrastructure de pointe et la main-d'œuvre hautement qualifiée. Le programme met l'accent sur nos quatre principales sources d'investissement direct étranger : les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et le Japon. Cet été, nous avons lancé Promotion Ontario en France afin que les sociétés françaises envisagent la possibilité de prendre de l'expansion en Ontario.

De bonnes relations sont indispensables à la croissance soutenue du commerce. Je me suis donc joint aux chefs d'entreprises ontariennes pour promouvoir notre industrie aérospatiale au Salon de l'aéronautique de Paris. Le premier ministre Harris a rencontré le président du Portugal, Jorge Sampaio, au cours de sa visite officielle au Canada et a discuté avec lui de relations économiques et de débouchés commerciaux.

Ce ne sont que quelques-unes des initiatives qui visent à bâtir une province plus forte. En fait, nos exportations vers l'Europe ont augmenté de 8,9 pour 100 au cours des quatre premiers mois de 2001, comparativement à la même période l'an dernier. C'est un exploit digne de mention et je désire féliciter les exportateurs ontariens de ce succès mondial. Notre gouvernement continuera de travailler avec vous et de soutenir vos efforts. Nous continuerons d'aider les entreprises ontariennes à amorcer leur plan d'exportation ou à prendre de l'expansion à l'étranger. Nous continuerons d'encourager les investissements dans notre province et les relations commerciales bilatérales avec d'autres pays et régions.

Nous veillerons également à ce que toutes les conditions soient réunies pour soutenir la croissance et le succès économique de toutes les entreprises ontariennes ici même.

Bob Runciman
Ministre du Développement économique
et du Commerce

Des coentreprises rehausseront l'attrait touristique du Niagara

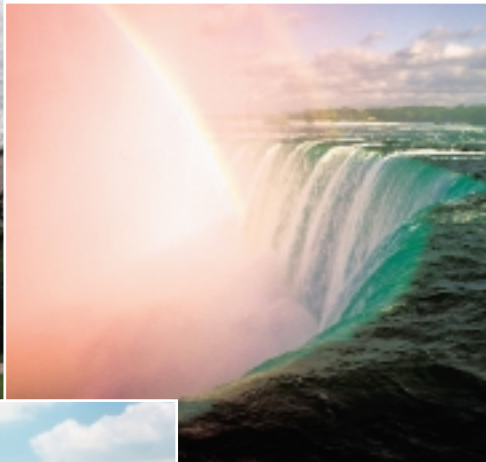
Forte de sa longue réputation de créateur d'emplois de part et d'autre des chutes Niagara, l'industrie touristique a énormément retenu l'attention durant le sommet économique Ontario-New York au mois de juin. Tim Hudak, ministre du Tourisme, de la Culture et des Loisirs de l'Ontario, coprésidait la séance du sommet portant sur le tourisme.

« Le tourisme est une industrie vitale des deux côtés de la frontière, a déclaré M. Hudak. Le marketing binational constitue un excellent moyen de promouvoir la région du Niagara et l'ouest de l'État de New York comme destination de premier choix offrant une foule d'activités touristiques, culturelles et récréatives. »



La séance sur le tourisme a marqué le lancement de deux initiatives distinctes de promotion et de formation touristiques. Un comité directeur élaborera une campagne de promotion transfrontalière favorisant toute la région du Niagara. Un projet semblable s'est avéré fructueux dans la région des Mille-Îles, où les industries touristiques de l'est de l'Ontario et de l'État de New York ont uni leurs forces.

Le comité directeur binational sur le tourisme est formé de quatre représentants importants d'industries touristiques new-yorkaises et ontariennes. Les représentants ontariens sont Colleen Blake, directrice générale du Shaw Festival, Norman Beal, président de Peninsula Ridge Winery Ltd., Chuck Loewen, directeur général du Peace Bridge Duty Free Shop, et Noel Buckley, président du Niagara Falls Visitor and Convention Bureau. Le nouveau comité proposera des initiatives stratégiques communes de tourisme international



Une stratégie touristique binationale entre l'État de New York et l'Ontario permettra d'attirer plus de visiteurs étrangers dans la région du Niagara.

et en assurera le suivi. Il demeurera également en contact avec l'industrie touristique et élaborera un plan d'action d'ici la fin de l'année. Il prévoit mettre au point une campagne de promotion binationale.

« Voilà une occasion d'utiliser à l'échelle binationale les marques *Tant à découvrir* (Ontario) et *I Love New York* afin d'attirer plus de visiteurs

étrangers à Niagara », a affirmé Colleen Blake, directrice générale du Shaw Festival et l'un des quatre membres ontariens du comité.

Comme le souligne Jean Lam, sous-ministre adjointe du Tourisme, le « Golden Horseshoe » ne s'arrête pas à Niagara Falls, en Ontario. « Il y a eu des activités communes par le passé, notamment des liens entre les deux routes du vin. Mais voici qu'arrive une ère nouvelle de collaboration entre les secteurs touristiques ontarien et new-yorkais à Niagara. »

Selon M^{me} Lam, ces efforts communs profiteront de plusieurs façons à la région des deux côtés de la frontière, tout particulièrement sur des marchés clés comme le Japon.

« Je vois déjà notre industrie touristique collaborer avec des voyageurs américains faisant affaire avec les touristes japonais, a-t-elle affirmé. Une fois le contact établi, il serait simple d'ajouter un jour ou deux au Canada à un séjour dans l'État de New York. »

Du sommet économique est également né un programme unique de formation touristique. Ce programme conjoint du Niagara College (Ontario) et de la Niagara University (État de New York) garantira 500 000 \$ en dons de sociétés pour financer des projets communs d'enseignement et de développement économique. Ces deux établissements forment depuis longtemps déjà des partenariats entre leurs écoles respectives de tourisme et de commerce.

« L'éducation est l'une des clés de la création d'emplois et de débouchés des deux côtés de la frontière, a déclaré M. Hudak. Ce nouveau fonds encouragera les étudiants en commerce ontariens et new-yorkais à promouvoir ensemble la prospérité économique binationale. »

Le programme offrira des bourses aux étudiants des écoles de commerce et prendra de l'expansion grâce aux dons d'éventuels partenaires canadiens et américains. Il fournira également des capitaux de départ pour des conférences sur le développement économique, des stages transfrontaliers, la formation professionnelle et la recherche appliquée en collaboration avec l'industrie.

La stratégie de croissance intelligente au profit du transport dans la région du Niagara

Évaluation des besoins de transport dans la péninsule du Niagara

Évaluation des besoins de transport dans la péninsule du Niagara



Début du processus d'évaluation environnementale : autoroute transpéninsulaire

Évaluation des besoins de transport dans la péninsule du Niagara



Zone proposée aux fins de l'évaluation environnementale : autoroute transpéninsulaire

L'autoroute transpéninsulaire faciliterait le tourisme et le commerce transfrontalier tout en protégeant les vergers de fruits tendres le long du corridor du QEW.

Le transport efficace des personnes et des marchandises constitue un aspect clé de la stratégie de développement économique de toute région, et la région du Niagara ne fait pas exception. En l'an 2000, plus de 15 millions d'automobiles et environ 2,5 millions de camions ont emprunté les ponts dans cette région, considérée comme l'une des principales portes d'entrée et l'un des principaux corridors économiques internationaux.

Le Queen Elizabeth Way (QEW) représente la seule autoroute provinciale qui relie les ponts du Niagara à la région du grand Toronto. Au cours d'un jour ouvrable normal, 15 000 camions empruntent l'autoroute à la hauteur de Stoney Creek.

Si l'on tient compte de la croissance prévue du commerce, du tourisme et de la population, les embouteillages futurs dans la péninsule du Niagara pourraient avoir une incidence sur la compétitivité des entreprises et le tourisme dans la région du Niagara et celle du Golden Horseshoe. Il est donc clair qu'une intervention s'impose pour rendre la circulation plus fluide.

Une récente étude réalisée par le ministère des Transports de l'Ontario propose des solutions originales. Elle recommande la construction d'une autoroute transpéninsulaire pour diminuer les embouteillages dans la péninsule tout en favorisant le développement durable loin des terres affectées à la culture des fruits tendres.

L'étude s'appuie sur le plan de croissance intelligente du gouvernement de l'Ontario qui intègre le transport, l'infrastructure, la planification et l'investissement.

« Conformément aux principes de croissance intelligente, nous dressons des plans pour soutenir la prospérité, améliorer la qualité de vie et créer des emplois, a déclaré le ministre des Transports, Brad Clark. Nous prenons des mesures pour assurer la viabilité d'un corridor sur le plan du commerce et du tourisme international et pour protéger les vergers de fruits tendres. »

D'une longueur de 130 kilomètres, l'autoroute coûterait environ 1,2 milliard de dollars et comprendrait un pont sur le canal Welland et des voies de raccordement aux principales autoroutes actuelles. Elle s'étendra depuis le QEW près de Fort Erie vers l'ouest jusqu'au sud de l'aéroport international de Hamilton, puis autour de Hamilton, joignant l'autoroute 407 dans la région de Halton. En se raccordant au QEW près de Fort Erie, la nouvelle autoroute bénéficiera de la capacité accrue du pont proposée entre Fort Erie et Buffalo pour accélérer la circulation à la frontière. L'autoroute pourrait accueillir ses premiers utilisateurs dans huit à dix ans.

La nouvelle autoroute présente de nombreux avantages car il importe d'assurer le transport des personnes et des marchandises dans la péninsule. L'autoroute viendra

s'ajouter au QEW qui traverse cette région. À ce stade-ci, le ministère des Transports considère que la nouvelle autoroute est nécessaire et réalisable.

L'évaluation réalisée propose une stratégie de développement du transport multimodal, pour orienter les investissements entre les divers modes de transport dans la grande région de Niagara-Hamilton. Les auteurs recommandent d'autres études sur les réseaux de transport en commun et de transport ferroviaire dans la région. Ces différents moyens de transport devront s'harmoniser pour faciliter le transport.

Pendant l'étude, le ministère des Transports a travaillé en partenariat avec la municipalité régionale de Niagara et la ville de Hamilton, et a consulté la région de Halton et le comté de Haldimand.

« Nous avons participé à la promotion de cette autoroute, a affirmé Debbie Zimmerman, présidente de la municipalité régionale de Niagara. Afin de s'assurer que l'évaluation tienne compte des facteurs économiques et sociaux, la région du Niagara a participé avec la province à la réalisation de l'évaluation et assumé 25 pour 100 des coûts du projet. »

Le personnel du ministère des Transports rédige le cadre de référence de l'évaluation environnementale. L'évaluation, qui portera sur différents tracés de la nouvelle autoroute, se déroulera dans les prochaines années.

Promotion Ontario lance une campagne auprès des investisseurs français



Dans l'ordre habituel, Bob Runciman, ministre du Développement économique et du Commerce, Raymond Chrétien, ambassadeur du Canada en France, et Pierre Pettigrew, ministre fédéral du Commerce international, présentant le vin de glace ontarien au cours de la réception au Salon de l'aéronautique de Paris.

Le 13 juin 2001, Promotion Ontario, un programme d'investissement assorti du mandat bien défini de créer des emplois pour les Ontariens, a officiellement été lancé en France lors d'un déjeuner-causerie tenu à l'Automobile Club de France. Cette réception sur invitation seulement était animée par le ministre Bob Runciman et Son Excellence Raymond Chrétien, ambassadeur du Canada en France. Plus de 100 cadres et investisseurs français étaient présents.

Promotion Ontario attire des investissements internationaux considérables dans la province. Depuis sa création il y a près de cinq ans, le programme vante les avantages d'investir en Ontario. Les représentants de Promotion Ontario ciblent les principaux investisseurs directs et les partenaires économiques d'un pays par des lancements officiels, des événements spéciaux et des campagnes publicitaires internationales.

La France est actuellement le deuxième plus grand investisseur direct au Canada après les États-Unis. Ses investissements de 28,79 milliards de dollars en l'an 2000 en

font un partenaire commercial très recherché. Outre la France, Promotion Ontario cible également les États-Unis,

le Japon, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Bon nombre de raisons justifient le lancement de Promotion Ontario à Paris. La France est le quatrième plus grand investisseur au monde. Ses multinationales sont à la pointe de la technologie et des connaissances. Au Canada seulement, les investissements français ont augmenté de 230 pour 100 entre 1987 et 1998. D'après des recherches et d'autres indicateurs actuels, on estime que 91 pour 100 des entreprises françaises songeront à investir à l'étranger d'ici cinq ans et l'Ontario désire être leur premier choix à cet égard.

Dans son discours, le ministre Runciman a donné les principales raisons d'investir en Ontario, soit les baisses d'impôt, le troisième budget équilibré consécutif, la réduction des formalités administratives, la main-d'œuvre hautement qualifiée et l'accès à l'immense marché nord-américain. Le ministre voulait aussi mieux faire connaître l'Ontario. Par le passé, les investissements directs étrangers ont créé des emplois dans plusieurs secteurs clés de

suite à la page 11

L'industrie aérospatiale n'a rien à envier à la concurrence

Les entreprises aérospatiales ontariennes ont prouvé qu'elle sont de taille à affronter la concurrence internationale lors du Salon de l'aéronautique de Paris, tenu du 17 au 24 juin 2001. Cet événement biennal, ponctué de démonstrations aériennes, est considéré comme l'un des événements les plus importants de l'industrie aérospatiale internationale.

Le secteur ontarien de l'aérospatiale est bien établi. Grâce à son infrastructure, à un solide noyau de fournisseurs, à de prospères activités de R-D et à un système d'imposition équitable, il emploie 30 000 personnes et a généré 6,8 milliards de dollars en 1999, soit plus de 35 pour 100 des ventes sectorielles. Composé surtout d'emplois très

spécialisés, il s'agit de l'un des plus importants secteurs industriels de la province. Le classement du Canada au quatrième rang mondial témoigne de la vigueur et de l'excellente compétitivité de cette industrie.

L'Ontario a délégué des spécialistes de 18 entreprises à Paris. Certains participaient au Salon pour la première fois. Les délégués représentaient notamment Air Base Property Corporation (North Bay), ASA Alloys Inc. (Etobicoke), Atlantis Systems International (Brampton), Derlan Aerospace Canada (Milton), Eagletronics Industries Inc. (Weston), EMS Technologies (Ottawa) et Field Aviation Company Inc. (Mississauga).

Le président du Portugal fait l'éloge du programme ontarien d'enseignement des langues d'origine

Le premier ministre Mike Harris s'est brièvement entretenu avec Son Excellence Jorge Sampaio, président de la République portugaise, lors de sa visite officielle au Canada en mai. Avant le gala tenu à Toronto en l'honneur du président, les deux chefs ont discuté de divers sujets, dont les relations économiques entre le Portugal et l'Ontario et le programme ontarien d'enseignement des langues d'origine. Plus de 3 000 gens d'affaires canadiens d'origine portugaise étaient présents.

Bien qu'il ne soit pas l'un de nos principaux partenaires commerciaux, le Portugal figure parmi les 20 pays affichant les taux les plus élevés d'immigration en sol canadien. Le Canada compte une grande communauté dynamique de plus de 200 000 Portugais, dont environ 170 000 habitent l'agglomération torontoise. Les deux pays entretiennent de saines relations et s'efforcent d'accroître le nombre de travailleurs qualifiés parmi les immigrants portugais.

Pendant la réunion, le président Sampaio a qualifié de « bonnes » les relations bilatérales entre le Portugal et l'Ontario, soulignant toutefois qu'on pourrait « les accroître et les approfondir. » Le premier ministre Harris a décrit l'Ontario comme « un excellent point d'accès au marché nord-américain pour les entreprises portugaises, notamment celles spécialisées en haute technologie et autres secteurs de



Lors de leur récente visite à Toronto, le président du Portugal, M. Jorge Sampaio, et son épouse ont été accueillis par des enfants vêtus de tenues traditionnelles portugaises au centre du commerce de l'Exposition nationale canadienne, où ils ont rencontré des représentants de la communauté portugaise.

pointe. » Il a indiqué que l'Ontario cherchait à diminuer sa dépendance à l'égard du marché américain et souligné que dans les « secteurs naissants, l'importance de la proximité [d'un marché d'exportation particulier] diminue. »

Le président Sampaio a félicité le Canada d'avoir « ancré son multiculturalisme à la base. » Il a également complimenté le premier ministre pour le programme ontarien d'enseignement des langues d'origine qu'il considère comme « une grande réussite comparativement à ceux d'autres pays où sont implantées des communautés portugaises. » M. Harris a précisé qu'il est économiquement avantageux pour l'Ontario que ses citoyens parlent d'autres langues que l'anglais et le français.

Au cours d'un forum organisé à Toronto par la commission portugaise du commerce et du tourisme, Bill Saunderson, président d'Ontario Export inc. (OEI), a accueilli le ministre portugais des Affaires économiques, Mario Cristina de Sousa. M. Saunderson a profité de l'occasion pour expliquer le rôle d'OEI en tant que principal organisme ontarien du commerce et son mandat, qui est de créer des partenariats internationaux et d'encourager les PME à étendre leurs exportations à des marchés comme le Portugal.

En l'an 2000, la valeur des échanges commerciaux bilatéraux entre l'Ontario et le Portugal s'est élevée à 134,3 millions de dollars (contre 127,5 millions en 1999), et le Portugal a joui d'un excédent commercial de quelque 83 millions de dollars. L'Ontario

suite à la page 11

Augmentation considérable des exportations ontariennes vers l'Europe

Bob Runciman, ministre du Développement économique et du Commerce, a récemment annoncé une hausse de 8,9 pour 100 des exportations ontariennes vers l'Europe au cours des quatre premiers mois de 2001 comparativement à la même période l'an dernier.

« La stratégie dynamique de promotion des exportations ontariennes à l'étranger s'avère fructueuse, surtout en Europe, a déclaré M. Runciman. Suivant notre stratégie de commerce international lancée en l'an 2000, nous continuons d'aider les entreprises ontariennes à diversifier leurs exportations vers les marchés internationaux. »

En l'an 2000, les exportations ontariennes vers l'Europe ont augmenté de 9,7 pour 100 par rapport à 1999. L'Europe est le deuxième plus grand partenaire commercial de l'Ontario, ayant

reçu près de trois pour 100 des exportations de la province l'an dernier.

La hausse des exportations vers l'Europe au cours du premier trimestre de l'année a permis de créer près de 2 000 emplois en Ontario. Chaque tranche de 100 000 dollars d'exportations crée un emploi.

Les exportations ontariennes vers l'Europe se sont chiffrées à 7 milliards de dollars en l'an 2000 et à plus de 2,4 milliards de dollars de janvier à avril 2001. Les gains enregistrés pendant cette période sont surtout attribuables aux exportations d'aéronefs, de pièces d'ordinateur, d'appareils optiques et de métaux précieux vers des marchés clés comme le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, la Russie et la Norvège.

« Investissement dans les compétences stratégiques » : alliance avec des partenaires des nouveaux médias

« L'avenir de l'économie ontarienne repose sur la formation d'une main-d'œuvre qualifiée », a déclaré récemment Bob Runciman, ministre du Développement économique et du Commerce, à l'occasion de la collation des grades au Centre canadien du film à Toronto. « Les travailleurs qualifiés stimulent la compétitivité des entreprises et de l'industrie de l'Ontario, améliorent la productivité, créent des emplois et contribuent à la croissance de notre économie. »

Le 10 juillet, M. Runciman prononçait une allocution au Centre canadien du film, institution de renommée internationale située dans l'ancien domaine E. P. Taylor. Le ministre a aussi annoncé les projets gagnants dans le cadre de l'initiative « Investissement dans les compétences stratégiques » (ICS). Cette initiative favorise les partenariats entre les collectivités, le gouvernement, le secteur privé et les établissements d'enseignement en vue de former de la main-d'œuvre qualifiée dans différents secteurs.

Voici les quatre projets choisis :

Programme de divertissement interactif, Centre canadien du film (Toronto)

L'initiative ICS contribue à soutenir le programme de divertissement interactif du Centre canadien du film. Pour la première fois au Canada, un programme interactif de niveau supérieur comprendra la formation, la production et un stage en milieu de travail d'une durée de 14 mois. Le secteur émergent du divertissement interactif a besoin de fonds considérables pour maintenir sa créativité, et le programme formera des créateurs de divertissement numérique ontariens capables de rivaliser avec les meilleurs à l'échelle mondiale.

Centre pour la technologie microélectronique avancée – phase II, Collège George Brown (Toronto)

L'initiative financera une partie des coûts de démarrage de la phase II du Centre pour la technologie microélectronique avancée,



Bob Runciman, ministre du Développement économique et du Commerce, s'entretient avec des invités à la collation des grades au cours de laquelle il a annoncé les projets retenus par « Investissement dans les compétences stratégiques ».

au campus Casa Loma du Collège George Brown. Le projet comprend la construction d'un laboratoire de quelque 1 200 mètres carrés pour la microfabrication et le traitement « en direct. » On estime que 300 travailleurs spécialisés et diplômés seront formés chaque année pour répondre aux exigences des secteurs de la microélectronique et de la photonique à semiconducteurs. Les autres domaines abordés toucheront la technologie de fabrication de pointe : diffusion, photolithographie, déposition de couches, essais et inspection.

Centre James Burgess de formation aux métiers de la métallurgie, Collège St. Clair (Wallaceburg)

La subvention permettra d'agrandir et de moderniser le Centre James Burgess. Destinés à la prestation de programmes postsecondaires et de formation en apprentissage, des locaux de plus de 3 248 mètres carrés y seront ajoutés et du nouveau matériel de coupe des métaux y sera installé. On trouve dans la région une forte concentration d'entreprises oeuvrant dans les domaines de la coupe des métaux et de l'outillage de précision. La modernisation du Centre devrait accroître l'offre régionale de main-d'œuvre qualifiée de 20 pour 100 par année.

Centre d'éducation permanente de la section 183, région de l'Est, de la Universal Workers Union (Cobourg)

En partenariat avec la section 183, région de l'Est, de la Universal Workers Union, un établissement de formation aux métiers de la construction, d'une superficie de 9 144 mètres carrés, sera bâti à Cobourg. On estime que 600 travailleurs des régions du Grand Toronto et de l'Est y suivront des cours d'apprentissage et une formation en santé-sécurité. Grâce à une méthode à deux volets, les ouvriers perfectionnant leurs compétences en construction ainsi que les nouveaux travailleurs seront prêts à s'adapter aux fluctuations de la demande dans différents métiers.

Ces quatre projets recevront au total 8,2 millions de dollars du gouvernement de l'Ontario, et 19,5 millions supplémentaires proviendront de partenaires des milieux des affaires et de l'enseignement.

Depuis sa création il y a quatre ans, l'initiative « Investissement dans les compétences stratégiques » a participé au financement de 38 projets, à hauteur de 62 millions de dollars. Les propositions en vue de la prochaine ronde de subventions doivent être présentées d'ici le 31 octobre 2001.

Friches industrielles : l'Ontario passe à l'action

On trouve des friches industrielles – ces terrains sous-utilisés, vacants et souvent contaminés – dans presque toutes les villes de l'Ontario ayant un passé industriel. Dans le grand Toronto et à Hamilton, on estime que de 10 à 15 pour 100 des terrains disponibles appartiennent à la catégorie des terrains « déjà utilisés. » On trouve également de ces terrains dans les petites localités et dans les collectivités rurales où étaient aménagés des établissements de nettoyage à sec ou des stations-services.

La revitalisation des terrains peut accroître la compétitivité des villes. Le réaménagement des friches industrielles peut ralentir l'étalement urbain, promouvoir une utilisation efficace des infrastructures existantes et prévenir une expansion tentaculaire aux dépens de nouveaux sites et de terres agricoles. Il peut aussi présenter d'énormes avantages sur les plans environnemental, économique, social et fiscal, en plus de créer des emplois.

Le gouvernement a récemment déposé un projet de loi sur le réaménagement des friches contaminées, un élément clé de sa vision d'une croissance intelligente.

« Ce projet ramènera à la vie d'anciens sites à vocation industrielle ou commerciale », a déclaré Chris Hodgson, ministre des Affaires municipales et du Logement.

« Le recyclage et la réutilisation des friches contaminées permettront aux collectivités d'améliorer leur qualité de vie tout en protégeant l'environnement et en attirant de nouvelles entreprises et des emplois. »

Reposant en partie sur les recommandations d'un comité d'experts, le projet de loi favorise le réaménagement de ces sites des façons suivantes :

- en établissant des règlements clairs pour l'évaluation et le nettoyage des sites dans le respect des normes environnementales, tout en protégeant la santé du public;
- en protégeant contre de futures ordonnances environnementales les municipalités, les bailleurs de fonds, les propriétaires et les entrepreneurs engagés dans des projets de réaménagement;
- en accélérant le processus de planification des projets de réaménagement de friches et en aidant les municipalités à contribuer financièrement au nettoyage.

Ces terrains offrent des possibilités d'aménagement considérables, d'une importance grandissante, car l'Ontario veut promouvoir une croissance intelligente et trouver d'autres options au développement urbain anarchique.

Consultez le document « Les friches contaminées » sur le site www.mah.gov.on.ca.



Cet édifice de Cornwall sera partiellement réaménagé en habitations-témoins – un projet du Fonds pour les projets de démonstration visant la prospérité.

Projets de réaménagement de friches en cours en Ontario

Le Fonds pour les projets de démonstration visant la prospérité est un programme de financement, en régime concurrentiel, administré par le ministère du Développement économique et du Commerce de l'Ontario. Il vise à encourager le réaménagement des friches industrielles, en soutenant des partenariats locaux qui adoptent des méthodes novatrices pour favoriser la prospérité. Voici deux projets de réaménagement inscrits à ce programme :

aboutRemediation.com – Le gouvernement de l'Ontario soutient, grâce au Fonds, la création d'un répertoire en ligne de mesures d'assainissement. Ce site Web constitue une source conviviale de renseignements détaillés sur les friches contaminées en Ontario. On y traite de nouvelles, d'événements, d'assurance, de financement et de politiques gouvernementales. On y trouve une base de données exhaustives sur les techniques de nettoyage ainsi que des études sur divers projets d'assainissement. À voir à l'adresse www.aboutRemediation.com

Revitalisation du secteur riverain de Cornwall – Il s'agit d'une formidable démarche participative d'assainissement et de réaménagement d'un site de quelque 113 kilomètres carrés sur le fleuve Saint-Laurent, où se trouvaient jadis des filatures de coton. Ces édifices désaffectés datant des années 1850 conviennent parfaitement à l'aménagement de bureaux et de lofts. Le gouvernement a injecté 100 000 dollars dans ce projet grâce au Fonds pour les projets de démonstration visant la prospérité. Les propriétaires ont fourni le même montant. Une étude environnementale sera effectuée et une unité-témoin y sera construite. En suivant une démarche de conversion par étapes, on estime que cette friche sera récupérée à des fins diversifiées : résidences (y compris des logements abordables), commerces, institutions et industries légères.

Les affaires au bout du fil

Peterborough abrite maintenant un centre d'appel international, grâce à la mobilisation de la municipalité, des agents locaux de développement économique, des promoteurs immobiliers et du ministère du Développement économique et du Commerce. En effet, en juillet, AmeriCredit Corp. de Fort Worth (Texas) ouvrait son centre de service à la clientèle dans un nouvel édifice construit par le promoteur immobilier Signum Corporation de Peterborough.

Ce centre de service, qui emploiera 500 personnes au cours de sa phase initiale, et 1 000 lorsqu'il fonctionnera à plein régime, desservira une grande partie des 700 000 comptes de prêt à la consommation de l'entreprise. AmeriCredit gère des prêts en Amérique du Nord, principalement des prêts-automobiles, pour une valeur de plus de neuf milliards de dollars.

« Le centre a des répercussions incroyables sur la communauté, déclare Susan Cudahy, de la Greater Peterborough Area Economic Development Corporation. Les gens délaissent le sous-emploi et le chômage pour entreprendre des carrières enrichissantes. »

L'aventure d'AmeriCredit à Peterborough a débuté au ministère du Développement économique et du Commerce lorsque Brian Villeneuve, conseiller principal de la Section des services aux clients investisseurs internationaux, a reçu un appel du Arledge/Power Real Estate Group, une société américaine de sélection d'emplacements.

« Nous avons déjà travaillé avec Arledge/Power afin d'établir des centres d'appel en Ontario et cela avait été un succès, déclare M. Villeneuve. Nous avons organisé une tournée de plusieurs collectivités de l'Ontario et cherché à connaître les besoins d'AmeriCredit. Une deuxième tournée avec son président prévoyait un arrêt à Peterborough où il y avait une



Le centre de service à la clientèle d'AmeriCredit a ouvert ses portes le 16 juillet 2001 (photo de Signum Corp.).

quinzaine de personnes pour nous accueillir, dont le maire. »

Peterborough possédait les qualités recherchées, dont une main-d'œuvre disponible et qualifiée, une solide infrastructure des communications et une communauté prospère, en plus d'être située à moins d'une heure de la région du Grand Toronto. La qualité de vie dans la région a également été prise en considération. En effet, dans un sondage réalisé récemment, Peterborough arrivait au deuxième rang.

Impressionnée sans toutefois être convaincue, AmeriCredit a envoyé ses directeurs des ressources humaines. Ils ont visité le Sir Sandford Fleming College, siège du Bell Institute for Learning Design, et un centre d'appel exploité par des étudiants.

« Les gens d'AmeriCredit ont également rencontré leurs homologues chez Quaker Oats et General Electric, déclare M. Villeneuve. Ces derniers leur ont dit qu'ils accueilleraient AmeriCredit comme une entreprise apportant un complément au marché du travail actuel, et non comme un concurrent. Le centre d'appel offre des possibilités d'emploi pour les conjoints des personnes qui travaillent aux différents sièges sociaux établis à Peterborough. »

Les niveaux d'instruction et d'expérience des employés disponibles attiraient

AmeriCredit. De plus, un sondage a révélé que plus de 3 500 personnes étaient disponibles pour travailler au centre d'appel.

« Nous avons adopté une démarche proactive, précise M^{me} Cudahy. Lorsque la société a commencé à embaucher, nous avons instauré un programme de formation conjointement avec le programme Ontario au travail. Nous avons formé 35 personnes et 32 d'entre elles ont été engagées par AmeriCredit qui était très heureuse d'engager des employés ayant déjà reçu une certaine formation. »

Au départ, AmeriCredit cherchait un édifice inoccupé pour

que le centre d'appel soit opérationnel le plus tôt possible. Puisqu'il n'y avait aucune structure convenable à Peterborough, le promoteur immobilier Signum Corp. a rapidement produit un « édifice virtuel » pour montrer à AmeriCredit ce qu'il était possible de faire.

L'édifice « virtuel » a plu à AmeriCredit, mais il fallait exécuter les plans et la construction en un temps record. Un processus de développement par étapes, où certaines parties de l'édifice étaient dessinées au fur et à mesure que l'immeuble était construit, a résolu le problème.

« Nous leur avons fourni une solution de démarrage rapide, déclare Kevin MacDonald, vice-président de Signum Corp. Les travaux, commencés à la mi-février, ont pris fin à la mi-juillet. C'est un précédent dans le domaine de la construction. »

Cette rapidité a permis à Peterborough de devenir un centre d'appel international. AmeriCredit possède une option d'achat sur une deuxième propriété à Peterborough, et M^{me} Cudahy est persuadée qu'on ne fait que commencer à parler de Peterborough comme d'une capitale des centres d'appel.

« Tous les éléments sont en place, dit-elle. Je suis certaine que nous continuerons d'attirer d'autres entreprises de service à la clientèle. »

Promotion Ontario lance une campagne auprès des investisseurs français

l'Ontario, notamment ceux de l'automobile, de la haute technologie et des produits pharmaceutiques. Selon des études indépendantes, chaque tranche d'un milliard de dollars d'investissements étrangers en Ontario crée 8 200 emplois. Les principaux secteurs commerciaux français représentés au déjeuner-causerie étaient ceux de l'automobile, des sciences de la vie et de la haute technologie.

Jacques Dunogue, président-directeur général d'Alcatel, a parlé de la réussite de sa société en Ontario, de ce qui l'y a attiré et des différences entre les cultures d'entreprise ontarienne et française.

Des gens d'affaires avertis comme M. Dunogue jouissent d'une excellente crédibilité. D'autres ambassadeurs commerciaux vantent également l'Ontario dans le cadre des campagnes publicitaires de Promotion Ontario axées sur les paires.

Au dessert, M. Runciman a présenté un Inniskillin Vidal 1998, un vin de glace ontarien. Le ministre a joué un rôle clé dans la campagne menée par le gouvernement de l'Ontario, la LCBO et le Wine Council of Ontario contre l'interdiction d'exporter les vins de glace avariés en Europe. Cette interdiction a été levée récemment.

suite de la page 7

Le président du Portugal fait l'éloge du programme ontarien d'enseignement des langues d'origine

Il a exporté pour 25,5 millions de dollars la même année, tandis que la valeur des importations provenant du Portugal s'établissait à 108,8 millions (contre 98 millions en 1999).

L'Ontario a surtout exporté des machines et des appareils mécaniques, de la

machinerie et du matériel électriques, des jouets, des jeux et des articles de sport. Il a surtout importé des chaussures, des aliments préparés, des boissons et du tabac, du bois et des produits du bois, ainsi que des vêtements et des accessoires vestimentaires.

suite de la page 12

Open Text ouvre la porte au commerce collaboratif

des ressources organisationnelles pour les services des ressources humaines. La collaboration accroît la rapidité, l'efficacité et la rentabilité du processus. »

De ses 1 150 employés, 400 travaillent au Canada. L'entreprise est axée sur l'exportation et tire 55 pour 100 de ses revenus de l'Amérique du Nord et moins de cinq pour 100 du Canada. « Nous sommes un exemple d'une société enracinée au Canada pour le développement de produits et d'activités. » Sa proximité de l'Université de Waterloo aide l'entreprise à trouver de

nouveaux talents dans le domaine du développement de produits.

Dans un secteur qui évolue rapidement, Open Text doit prévoir les nouvelles tendances afin de demeurer concurrentielle. « La mode est à la messagerie instantanée. Open Text l'offre aux entreprises grâce à Livelihood Meeting Zone, un logiciel collaboratif dynamique qui permet de tenir des réunions en direct sur le Web dans le cadre de projets et d'en archiver le compte rendu pour le récupérer plus tard », explique M. Jenkins.

DÉPÊCHES AFFAIRES

Kraft Canada Inc. embauchera 100 employés à son usine de Cobourg, qui produira deux nouveaux produits, de la semoule de blé et une sorte de friandise. Les nouveaux employés seront engagés à l'automne 2001 et la fabrication des nouveaux produits commencera au début de 2002.

Magna International prévoit construire une nouvelle usine à Milton. Cette installation de 150 millions de dollars occupant quelque 137 000 mètres carrés sera exploitée par Madatek Systems et produira des châssis hydroformés. L'entreprise pourrait créer jusqu'à 600 emplois.

ATCO Power Ltd. construit une centrale électrique de 450 millions de dollars sur le terrain de l'ancien site de J. Clark Keith Generator à Windsor. La construction de cette centrale, qui s'amorcera l'an prochain, créera 500 emplois dans le domaine de la construction et s'échelonnera sur deux ans.

Les dépêches affaires sont tirées de nouvelles signalées par les médias.

Open Text ouvre la porte au commerce collaboratif

La liste de ses réalisations se lit comme un bottin des grands noms d'Internet. Ses illustres antécédents font d'Open Text Corporation, de Waterloo, une pionnière de l'innovation sur Internet.

Constituée en 1991, la société est née d'un projet conçu par des professeurs de l'Université de Waterloo pour indexer le dictionnaire Oxford. Ce projet gigantesque a permis, en parallèle, l'élaboration des technologies à l'origine du premier moteur de recherche qui indexa le Web.

Open Text a franchi d'autres étapes impressionnantes. Elle a mis au point la technologie du moteur de recherche qu'utilise le géant Yahoo et a même été à un certain moment le quatrième principal actionnaire de Yahoo.com.

« En 1995, nous avons acquis la société Livelink, créatrice du premier logiciel de gestion de documents sur le Web, et l'on a commencé à nous connaître comme des spécialistes de la gestion de documents et des moteurs de recherche », explique Greg Secord, directeur des relations avec les investisseurs.



Tom Jenkins, président-directeur général d'Open Text. Livelink, le produit vedette de l'entreprise, a dépassé le cap des cinq millions d'utilisateurs en juillet 2001.

En 1996, la société a décidé de se concentrer sur les technologies organisationnelles et interentreprises plutôt que sur les consommateurs et a ainsi amélioré sa

position. Peu après, elle a fondé une autre entreprise virtuelle de premier ordre, about.com.

Son produit vedette, *Livelink*, a franchi une étape déterminante en juillet lorsqu'il a dépassé les cinq millions d'utilisateurs dans le monde. Aujourd'hui, plus de 4 500 sociétés réparties dans 31 pays et travaillant dans 12 langues ont recours à *Livelink*.

« Livelink a atteint cinq millions d'utilisateurs et s'est taillé une part de marché mondiale de 47 pour 100 en offrant aux clients une fonctionnalité unique et en s'adaptant à leurs besoins. Nous nous intégrons très bien aux sociétés qui font concurrence à IBM comme Oracle, SAP et PeopleSoft », affirme Tom Jenkins, président-directeur général d'Open Text. L'entreprise ne semble pas intimidée par ses concurrents, notamment par le géant de l'industrie Lotus Notes Domino.

La demande est liée à la nécessité du travail en équipe. *Livelink* crée des hyperliens entre les clients, les fournisseurs et les employés, et facilite l'échange de renseignements au sein des réseaux intranet et extranet, des organisations et des communautés commerciales. Ses caractéristiques axées sur le Web aident les organismes à régler les problèmes de communication. « Les autres entreprises s'occupent des transactions d'argent. Nous nous chargeons de la gestion des données non structurées avant et après ces transactions », déclare M. Secord.

Les applications généralisées de *Livelink* permettent aux entreprises de prospérer et d'économiser. « En optant pour des applications Web, une société de télécommunications comptant 50 manuels dans un centre d'appel de 7 000 employés peut faire utiliser le même manuel en ligne à tout son personnel et lui fournir les mêmes renseignements. Elle réduit ainsi les formalités administratives et transmet des renseignements uniformes à tous les employés », affirme M. Secord.

« Nous ne créons pas la chaîne d'approvisionnement, poursuit-il. Nous l'améliorons en la rendant plus productive et plus efficace. Nous faisons de même avec la gestion des relations avec la clientèle pour les sociétés de télécommunications et avec la planification

CAHIER DES AFFAIRES DE L'ONTARIO

Ministère du Développement économique et du Commerce
Direction des communications et des relations publiques
Édifice Hearst, 8^e étage
900, rue Bay
Toronto ON CANADA M7A 2E1

Téléphone : (416) 325-6666 • Facsimile : (416) 325-6688
Ministre : L'honorable Bob Runciman
Sous-ministre : Barbara Miller
Directeur de la rédaction : Robert D. Mikel
Ad. élec. : ontariobusiness.program@edt.gov.on.ca

On peut consulter la version électronique du Cahier des affaires de l'Ontario à l'adresse suivante : www.ontario-canada.com.

Ce bulletin est axé sur les affaires en Ontario et vise à dégager les tendances, les possibilités, les défis et les questions qui influent sur le climat économique de la province. Les renseignements qu'il contient proviennent de ministères et d'organismes gouvernementaux et de diverses sources du secteur public jugées fiables. Tous les efforts ont été faits afin d'assurer l'actualité et l'exactitude des renseignements publiés.

The English version of the *Cahier des affaires de l'Ontario* is available under the title *Ontario Business Report*.

La distribution du Cahier des affaires de l'Ontario est effectuée en collaboration avec la Chambre économique de l'Ontario, ceo-on.com.

Nous vous invitons à nous communiquer vos commentaires et projets de collaboration, par la poste ou par télécopieur.

 **Ontario** 